



Premier ministre

Hôtel de Matignon, le 20 mars 2017

**Discours de M. Bernard CAZENEUVE, Premier Ministre  
à l'Hôtel de ville de Pau**

**Lundi 20 mars 2017**

***Seul le prononcé fait foi***

Monsieur le Ministre, cher Patrick KANNER ;  
Monsieur le Ministre, Monsieur le Maire, cher François BAYROU ;  
Monsieur le Préfet ;  
Monsieur le Président de l'Agence nationale de la Rénovation urbaine, cher François PUPPONI ;  
Madame la Sénatrice, chère Frédérique ESPAGNAC ;  
Madame la Vice-présidente du Conseil départemental.  
Mesdames et Messieurs les Elus,  
Mesdames et Messieurs,

Je viens d'entendre un discours absolument passionnant, dont je regrette qu'il n'ait pas duré plus longtemps. Car, nous avons enjambé des périodes d'une grande richesse historique et d'une grande densité humaine, avec une rapidité que mon emploi du temps aujourd'hui ne justifiait absolument pas. Je serai bien resté beaucoup plus longtemps pour entendre la totalité des histoires qui concernent cette ville que je connais un peu, pour certaines d'entre elles, par passion de l'Histoire, même si je ne suis pas professeur d'histoire, contrairement à certaines personnalités éminentes qui ont présidé à l'administration de cette ville. J'ai aimé cette ville lorsque j'étais étudiant et qu'y venant, j'y découvrais le charme de ses parcs qui doit beaucoup à cette tranche d'histoire britannique que vous avez évoquée trop brièvement. Je me retrouve ici dans une ville qui a toujours évoqué pour moi et depuis longtemps une espèce d'eldorado fait d'histoire, d'aménagement urbain, d'ouverture au monde et qui est une ville qui a toujours pour moi rayonné dans le Sud-Ouest, dans notre pays, avec brio et intelligence.

Je voudrais également dire à François BAYROU que je ne sais pas si les traits de caractère qu'il a décrits de la part de ceux qui ont contribué à faire la réputation de cette ville, ni la part de tragédie qui s'attache à leur destin, ni la part de trahison qui a pu conduire certains à se trouver immédiatement poignardés – je pense notamment à celui qui est en face de nous – doit servir d'enseignement à ceux qui exercent ici des responsabilités éminentes. Mais en tous les

cas, cher François, cette ville a tous les attributs d'une ville qui permet à ceux qui exercent les responsabilités les plus éminentes en son sein d'être affranchis de ce que sont tous les risques et tous les travers de la politique.

Je voudrais également vous dire que si j'avais su que cette ville recelait autant de richesses, je n'y aurais pas mis autant d'argent. Par conséquent, vous avez très bien fait, voilà un signe de votre habileté, de votre métier, que de ne jamais évoquer tout ce passé dans les conversations préparatoires à la signature de cette convention, que nous avons pu avoir ensemble, et de n'avoir rien dit non plus dans votre discours, par délicatesse, sur les sommes substantielles que je suis venu annoncer. Voilà un signe d'extrême élégance pour tous les territoires qui n'ont pas cette richesse et qui, ne l'ayant pas, n'auront pas les subsides de l'Etat à hauteur de ce que je suis venu annoncer.

Mais cher François, plus sérieusement, je ne peux pas, moi non plus, ne pas évoquer le souvenir du Roi Libre, auquel vous venez de faire référence et auquel vous avez consacré un ouvrage très remarquable. MICHELET qui a écrit sur Henri IV, écrivait un peu brutalement que de toute l'ancienne monarchie, il ne restait en France que le nom de ce roi Henri IV, ainsi que deux chansons, dont la première – vous ne l'avez pas évoquée, donc je me permets d'avoir un propos un peu complémentaire du vôtre – écrite de la main du Roi s'intitulait « Gabrielle ». Je m'empresse de dire que la chanson de Johnny HALLYDAY n'est pas une reprise.

Ce doux rayon de paix écrit après les horreurs des guerres de religion, auxquelles vous avez fait référence. Voilà ce qu'écrit MICHELET : « Le peuple a eu raison de consacrer la mémoire du Roi singulier, unique, qui fit désirer à tous d'être Français, qui paya ses dettes, prépara la guerre, sans grever la paix et laissa la caisse pleine. Ce Roi qui croyait à la paix espérait soulager le peuple, rêvait le bonheur et l'abondance. » Il n'est donc pas surprenant que Pau ait su s'inspirer, des siècles plus tard, d'un tel parrainage, comme vous venez de le montrer, une fois encore, avec talent, pour devenir une ville moderne et dynamique, en harmonie avec la nature, si belle, si exceptionnelle qui l'entoure.

Donc, je franchis immédiatement, j'enjambe immédiatement tous les siècles pour venir à l'opération qui nous concerne aujourd'hui. Nous allons, Monsieur le Maire, signer l'une des toutes premières conventions issues du nouveau programme de renouvellement urbain. Ce programme a été annoncé en décembre 2014 par Myriam El KHOMRI, alors ministre de la Ville, avec le président de l'Agence nationale de la Rénovation urbaine, François PUPPONI, que je me réjouis de voir à nos côtés aujourd'hui, pour concrétiser ce nouveau pacte de façon exemplaire.

La convention que nous allons signer, Mesdames et Messieurs, va permettre d'engager un programme de travaux très significatif de 126 millions d'euros d'investissement. Donc, un programme dont vous constatez, à travers son enveloppe, qu'il est à la hauteur de ce qu'est la richesse de l'Histoire de la ville qui vient de nous être présentée.

L'Agence de la rénovation urbaine, aux côtés notamment des bailleurs et de la collectivité, va prendre une part très substantielle de ce programme à hauteur de 39 millions d'euros. Les programmes – je parle sous le contrôle du directeur général – sont des programmes partenariaux, où chacun apporte sa contribution. Une contribution de 39 millions d'euros sur un programme de 126 millions, qui inclut l'apport des organismes bailleurs et des collectivités locales, signifie de la part de l'Etat – François le sait bien – un effort très significatif, il l'a souligné lui-même.

Ce n'est pourtant pas la première fois que l'ANRU intervient ici, à Pau. Un premier programme de renouvellement urbain qui concernait le quartier du Hameau avait déjà permis la construction de près de 240 logements, de plusieurs opérations d'aménagement et d'équipement, pour un investissement global qui avait été à l'époque de 90 millions. Depuis lors, le maire François BAYROU et les habitants de cette ville se sont emparés de ce projet et ont souhaité qu'ensemble, nous puissions aller plus loin.

Le nouveau programme de rénovation urbaine que nous lançons aujourd'hui concernera cette fois le quartier dont il vient de m'être présenté les enjeux qu'il représente en matière de rénovation urbaine et d'aménagement des espaces publics, je veux parler du quartier Saragosse. Son principal objectif est de favoriser une diversification de l'habitat et une plus grande mixité sociale. Ce programme comporte la création de 78 logements sociaux, la réhabilitation – ce n'est pas rien – de 1 148 logements, c'est donc un programme de très, très grande ampleur, de logements, mais aussi de copropriétés dégradées. Des espaces publics seront traités, des équipements publics seront réalisés, notamment dans le domaine culturel, le pôle socioculturel – dont vous m'avez parlé – qui a été réalisé dans un cadre extrêmement original, puisque la maîtrise d'œuvre est portée par l'association et la ville assure le financement des annuités d'emprunt, ce qui est une manière de réaliser très vite le projet. Les responsables de l'association sont là, me dit-on, je les salue et je les remercie pour avoir eu l'audace, avec la municipalité, d'assurer la maîtrise d'œuvre de ce projet, ce qui garantit votre autonomie dans la réalisation du projet qui est le vôtre. Je remercie et salue la municipalité pour avoir accepté ce montage original qui l'a conduit à vous accompagner en annuités d'emprunt, ce qui est une manière pour la municipalité de ne pas vous laisser seuls face à un investissement significatif et en même temps de reconnaître votre parfaite autonomie. Ce qui est, dans une ville, un montage et une manière très originale de faire les choses.

Cette ambition que nous avons pour le quartier Saragosse, pour Pau, pour toute l'agglomération, nous l'avons également – je veux le dire – pour toute la France. Je voudrais dire quelques mots, puisque nous sommes en fin de quinquennat, sur ce qui a été notre ambition en matière de politique de la ville. Depuis sa création dans les années 90, la politique de la ville a apporté à notre pays des résultats tangibles, contrairement à ce qui est dit à l'envie, de façon extrêmement injuste, notamment dans le contexte particulier de la campagne électorale où nous nous trouvons. Il est vrai que cette politique de la ville a longtemps porté sur l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, c'était indispensable. Je souhaite ici saluer l'impulsion qu'a donnée en la matière Jean-Louis BORLOO, dans un Gouvernement très antérieur à celui que je dirige. Mais cela n'a pas suffi à répondre à la demande légitime d'égalité qui implique que partout en France, chaque citoyen puisse bénéficier des mêmes droits, ait accès aux mêmes opportunités et puisse bénéficier des mêmes services publics. Car, il faut le reconnaître, les habitants de certains quartiers subissent encore, en raison de leur lieu de résidence, des inégalités, des injustices, parfois même des discriminations.

Nous avons donc changé d'approche et nous avons, notamment en 2014, avec la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, puis plus tard avec Patrick KANNER, décidé de donner une nouvelle impulsion dans le cadre notamment des Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté. Cette nouvelle approche que nous avons voulu promouvoir repose sur plusieurs principes simples et qui prennent à Pau, dans votre ville, un caractère d'évidence.

Nous avons d'abord souhaité redéfinir la liste des quartiers qui appellent une intervention de l'Etat sur la base d'un seul critère. Ce critère, c'est le critère de la richesse par habitant, la

politique de la ville ne doit pas concerner seulement les grands ensembles construits dans les années 60-70. Elle s'applique également désormais à certains quartiers dégradés des centres-villes et vous m'avez très bien montré tout à l'heure, à travers la carte de votre ville, que le quartier Saragosse est un quartier qui est à mi-chemin entre le centre-ville historique et le quartier universitaire et qu'en le traitant, vous donnez de la cohésion à la ville, en même temps que vous étendez de façon très significative le centre-ville historique. Vous avez en même temps insisté dans votre propos sur la vacance et la vétusté d'un certain nombre de logements du centre-ville historique de Pau, qu'il vous faut reconquérir et pour lequel vous avez besoin de soutien. Donc, je veux ici signaler que vous bénéficiez, à travers cette intervention de l'Etat, des soutiens dont vous avez besoin.

Nous avons également décidé de nous donner des objectifs qui aillent au-delà de l'amélioration de l'habitat social, comme nous le ferons dans le quartier Saragosse. C'est pourquoi des contrats de ville traitent désormais de tous les aspects de la vie des habitants, qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé, du développement économique, de la citoyenneté, de la lutte contre la radicalisation dans les quartiers dans lesquels nous devons absolument remettre de la République, remettre de la laïcité, remettre des forces de police et faire en sorte que la nécessaire fermeté s'exprime. Les contrats de ville sont également conçus pour mieux prendre en compte l'insertion du quartier dans la ville. Nous ne devons pas traiter les quartiers prioritaires comme s'ils étaient coupés du reste de la ville. C'est la raison pour laquelle nous avons aussi voulu nous associer l'expertise des habitants à l'élaboration des contrats de ville et 1 000 Conseils citoyens ont été créés, qui sont destinés à permettre à cette ambition de vivre. C'est sur cette base que nous avons lancé un nouveau programme de renouvellement urbain. L'Etat y a engagé des sommes considérables, 5 milliards d'euros, qui permettront d'investir 20 milliards d'euros dans les quartiers par l'effet de levier de ces sommes mobilisées et de transformer durablement le cadre de vie des 5 millions d'habitants concernés. Ce nouveau programme entre aujourd'hui dans sa phase active de déploiement. La première convention a été signée en présence du Président de la République à Rennes, le 16 février. D'ores et déjà, 50 protocoles ont été signés et la quasi-totalité des projets présentés par les collectivités ont été expertisés au sein des instances de l'ANRU, plus de 500 millions d'euros d'investissements ont d'ores et déjà été contractualisés sur les 5 milliards.

L'année 2017 sera celle de l'amplification de cette politique grâce au soutien financier massif que nous allons mobiliser. Le 27 octobre, François HOLLANDE avait annoncé que la contribution de l'Etat au nouveau programme serait portée à 6 milliards d'euros et que 100 millions d'euros supplémentaires seraient prévus dès 2017. Cet engagement, nous avons voulu le transcrire, parce qu'il engageait notre parole, en loi de finances pour 2017. C'est donc ces moyens nouveaux qui permettent à l'Etat de reprendre toute sa place au sein de l'ANRU, qui permettent, ces moyens, de financer, au-delà de l'habitat, des équipements collectifs, scolaires, culturels, sportifs et sanitaires, des équipements de transport aussi. De ce point de vue, ce que vous allez faire sur le quartier Saragosse, en structurant le quartier autour d'une ligne de bus à haut niveau de service, témoigne aussi du rôle structurel que jouent les transports dans l'aménagement urbain et la configuration de la ville.

Je veux insister aussi sur le fait que changer la ville et changer les quartiers de la ville c'est assurer un haut niveau de sécurité dans les quartiers dits sensibles. Nous avons pour cela créé 80 zones de sécurité prioritaire, nous avons créé près de 9 000 emplois, pas près de 9 000 emplois, 9 000 emplois précisément dans les services de police et de gendarmerie au cours de ce quinquennat alors qu'il en avait été supprimé 13 000 dans une période qui n'est pas si lointaine. Ces 9 000 emplois auront été très utiles au gouvernement pour faire face à la menace

terroriste dans un contexte de menace extrêmement élevé comme en témoignent les événements récents qui viennent encore de se présenter à nous et pour lesquelles les services de sécurité ont réagi de façon exemplaire. Je veux rendre ici hommage aussi aux forces de police, de gendarmerie, aux services de renseignement qui chaque jour accomplissent en s'exposant, en se mettant en première ligne un travail exemplaire pour assurer la sécurité des Français et je voudrais aussi un peu me désoler de voir un certain nombre de responsables politiques qui n'en sont pas alors que notre pays est confronté à un tel niveau de menace agiter des polémiques, tenter de susciter des oppositions et des fractures alors qu'ils n'auraient qu'une chose à faire s'ils avaient la République en partage c'est de rendre hommage au travail de ceux qui chaque jour se sacrifient pour assurer la sécurité des Français.

Je veux le dire ici vraiment avec la plus grande sincérité à tous les élus de toutes sensibilités qui sont rassemblés, lorsque j'étais ministre de l'Intérieur, je l'ai été pendant près de trois ans, j'ai été confronté aux épreuves des attentats dans ma responsabilité, j'ai vu l'effroi, j'ai vu l'incommensurable chagrin des Français, j'ai vu les épreuves auxquelles ils ont été confrontés mais j'ai vu aussi des policiers tomber et au plus profond de moi-même comme républicain à ce moment-là, je n'ai éprouvé qu'un seul et unique sentiment, celui d'abord de la compassion, celui de l'exigence aussi qu'appelle la protection des Français dans un contexte particulier qui est celui auquel nous étions confrontés et l'absolue nécessité pour faire face à ceux qui voulaient nous diviser et nous fracturer d'être dans la dignité du propos et dans l'unité nationale. Alors je vous le dis ici moi qui ne suis pas candidat aux échéances à venir et qui préfère la République à toutes autres causes et qui considère qu'elle vaut bien des destins la République, je veux vous dire ici que nous n'arriverons pas dans les années qui viennent à être à la hauteur de ce défi qui se présente à nous si nous ne sommes pas à la fois dans la fermeté la plus grande, dans l'expression de la laïcité la plus forte, dans la détermination la plus absolue mais aussi dans la dignité face aux épreuves parce que ce n'est pas dans le mensonge et dans l'abaissement que l'on donnera à la France la force de résister à la menace terroriste qui se présente à nous et à laquelle nous devons faire face sans doute pendant longtemps.

Je veux également insister sur le fait que nous avons voulu donner dans ces quartiers de la force économique, c'est la raison pour laquelle nous avons mis en œuvre les actions du PIA pour accompagner les entreprises qui innovent, qui créent de la richesse, qui créent de l'emploi. Ce sont plusieurs dizaines d'entreprises qui ont été créées dans ces quartiers grâce notamment à l'Agence France Entrepreneur présidée par M. ALTRAD qui fait un travail remarquable sur tous ces sujets.

Mesdames et Messieurs, je suis venu à Pau pour une raison très simple ce matin et c'est la seule, nous avons au plan national décidé de faire un effort considérable pour les quartiers pour qu'il n'y ait pas dans la République d'espaces dans lesquels des Français puissent se sentir relégués ou coupés de l'ensemble que constitue la République dans son unité et son indivisibilité. Nous mettons pour cela des moyens pour toutes les villes toutes tendances confondues, j'ai été à Amiens il y a de cela quelques jours, j'ai été à Rennes, je suis aujourd'hui à Pau, avec le ministre de la Ville, le ministre des Collectivités locales, nous signons toutes les semaines des contrats par lesquels nous engageons des moyens de l'Etat pour faire en sorte que des territoires puissent se développer. Ce travail c'est un travail que je veux faire jusqu'à la dernière minute de la fonction qui m'a été confiée et chaque jour qui passe nous rapproche davantage du moment où je n'aurai plus le temps de signer encore des contrats, donc je mets toute mon énergie à faire en sorte que les territoires puissent être accompagnés et je suis particulièrement heureux de pouvoir le faire à Pau aujourd'hui pour des raisons qui tiennent au fait qu'il y avait dans cette ville un beau projet, que ce projet avait été conçu de façon

exemplaire, qu'il avait mobilisé les élus à la tête desquels se trouve François BAYROU bien entendu mais aussi le président de l'Agence nationale de la rénovation urbaine et le ministre de la Ville puis vous-même, Madame, que je veux saluer particulièrement parce que je sais votre engagement personnel, je vous ai vue en d'autres lieux sur ce département il y a de cela quelques mois et je connais votre sens de l'engagement, votre passion de votre ville, votre loyauté et l'efficacité du travail que vous accomplissez.

Je terminerai donc par vous puisque j'ai compris que nous étions dans une ville où la loi salique s'applique depuis longtemps et j'ai compris aussi que quand on ne respecte pas la loi ici on se fait couper la tête. Le nombre de ceux qui se sont fait couper la tête et dont la liste que nous a été communiquée à l'instant par François m'impressionne. J'ai compris aussi ici que quand on est petit et qu'on est choisi il vaut mieux avoir les mains ouvertes, par conséquent, Chère Madame, vous aurez remarqué que j'ai respecté toutes les traditions de ce territoire et c'est la raison aussi pour laquelle je suis particulièrement heureux d'être ici.